

ETUDES | Feministes n°5

Josie Mpama





ÉTUDES | Feministes n°5

« Josie Mpama (1903–1979) »

Femmes de Lutte, Femmes en Lutte »



Institut Tricontinental de recherche sociale

Traduit par la Ligue-Panafricaine-Umoja (LP-U)
(translated by the Panafrikan-League-Umoja [LP-U])

Juillet 2024

Peu de photographies de Josie Mpama peuvent être trouvées, que ce soit dans les archives, ou en ligne. L'art de cette étude récupère la présence largement inconnue de Josie dans des espaces et des processus politiques importants au sein des luttes anticoloniales et anti-apartheid dans lesquelles elle a joué un rôle important. Sa silhouette y est (seulement) esquissée. En effet, en raison des conditions matérielles et politiques de l'époque et d'aujourd'hui, nous avons peu de preuves visuelles de son implication dans le façonnement de l'histoire de l'Afrique du Sud. L'art place Josie dans des moments politiques clés, reflétant ainsi la tentative de l'étude de récupérer un héritage qui a été « négligé et largement exclu de l'historiographie dominante », comme nous l'écrivons dans l'étude.

Le vingtième siècle a été marqué par des luttes de libération nationale en Afrique et en Asie, ainsi qu'en Amérique latine, où les structures néocoloniales avaient subordonné les pays officiellement indépendants. Les succès de la révolution russe de 1917 ont inspiré la paysannerie et la classe ouvrière dans l'ensemble du Sud Global. La lutte pour l'égalité et la libération sous la direction des travailleurs se poursuit dans les luttes anti-impérialistes de notre époque. Par des moyens divers et variés, les femmes ont puissamment façonné et continuent de façonner toutes ces luttes.

A travers la série *femmes de luttes, femmes en lutte*, l'Institut Tricontinental de recherche sociale se propose de présenter les histoires de femmes en lutte qui ont contribué non seulement à la sphère politique au sens large, mais qui ont également été les pionnières de la création d'organisations de femmes, ouvrant des voies de résistance et de lutte féministes tout au long du vingtième siècle.

La praxis, en tant que connaissance de la théorie et des méthodes d'organisation de la lutte qui évoluent et répondent à l'histoire, alimente les luttes actuelles contre l'oppression. En tant que militants, nous étudions les vies diverses, les contextes et les méthodes d'organisation de ces femmes, non seulement pour mieux comprendre leur contribution politique, mais aussi pour nous inspirer dans la construction des organisations dont nous avons besoin

aujourd'hui pour gagner la lutte contre l'oppression et l'exploitation.

Dans la quatrième étude de cette série, nous abordons la vie et les luttes politiques de Josie Mpama (1903-1979), leader de la résistance contre l'oppression coloniale et le système d'apartheid en Afrique du Sud. Josie était une figure clé dans l'histoire des femmes militantes en Afrique du Sud et une dirigeante du Parti communiste d'Afrique du Sud. Sa vie nous enseigne l'importance de l'organisation de la base et des masses, ainsi que les défis qui accompagnent ce travail. Comme beaucoup de femmes impliquées dans la politique radicale, en particulier dans les pays du Sud Global, les contributions politiques extraordinaires et l'acuité théorique de Josie ont été négligées et largement exclues de l'historiographie dominante.



Née Josephine Winifred Mpama le 21 mars 1903, Josie – comme elle était connue de sa famille, de ses amis et de ses camarades – a dû prendre plusieurs noms, en fonction des manœuvres qu'elle devait effectuer dans différents contextes. Lorsque la langue anglaise dominait et permettait une plus grande mobilité sociale et économique, son nom de famille était anglicisé et elle se faisait appeler Josie Palmer. À d'autres moments, lorsqu'elle était avec Edwin, son conjoint de fait, et que les politiques de respectabilité entraient en jeu, elle utilisait son nom de famille et devenait Mme Mofutsanyana. Dans le cadre de ses activités plus clandestines, elle avait plusieurs alias, dont les plus connus sont Winifred Palmer, Beatrice Henderson, et Écharpe Rouge (*Red Scarf*).

Josie est née un an après la fin de la deuxième guerre des Boers (1899-1902), au cours de laquelle l'Empire britannique et les Boers (descendants des colons néerlandais) se sont disputé le contrôle de la région. Elle a grandi et est devenue politiquement active pendant l'une des périodes politiques les plus tumultueuses de l'histoire de l'Afrique du Sud, lorsque la minorité blanche tentait de consolider son contrôle de la terre, du travail et du pouvoir politique. Dans le même temps, des changements et des conflits profonds se produisaient également dans le paysage politique et économique international ; avant d'atteindre l'âge de quarante ans, Josie allait vivre la Première Guerre mondiale, la Révolution russe, la Grande Dépression, la formation de l'Internationale communiste (Comintern),

la montée du fascisme européen et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Bien que le traité de Vereeniging, signé le 31 mai 1902, ait mis fin à la guerre entre l'Empire britannique et les Boers, il n'a pas apporté la paix à l'Afrique du Sud. Au cours des décennies qui ont suivi, les bases ont été jetées pour l'ascension systématique et structurelle de la domination blanche et de la ségrégation raciale, de la dépossession des terres et de la mise en place d'un système de main-d'œuvre migrante bon marché qui en découlait. La création de l'Union d'Afrique du Sud, en 1910, qui a regroupé diverses colonies britanniques et colonies boers en un État unitaire, a marqué le début d'une phase qui a jeté les bases de l'émergence du système d'apartheid, caractérisé par une gouvernance fondée sur la ségrégation raciale. L'application la plus poussée de ce système a eu lieu après la victoire électorale, en 1948, du Parti national afrikaner blanc de droite, dont les dirigeants, à l'image de John Vorster, avaient des liens directs avec le fascisme allemand.

Au milieu de ces convulsions politiques, la jeune Josie a connu des troubles personnels et la pauvreté à la maison. À l'âge de sept ans, ses parents ont divorcé, déclenchant ainsi une longue bataille pour la garde des enfants et une période pendant laquelle elle a été continuellement confiée à différents proches de la famille, dont certains



se sont avérés très violents.¹ Sa famille, issue de classe ouvrière, était également divisée par les catégories raciales imposées par l'État colonial : son père était zoulou et travaillait comme interprète judiciaire, tandis que sa mère, désignée comme "personne de couleur", a été employée comme domestique pendant plusieurs années, bien qu'elle appartenait à la catégorie des mieux payés.² Selon la nomenclature de l'État, Josie était considérée comme une "*personne de couleur*" (*Coloured*), ce qui signifie qu'elle aurait pu choisir de vivre à l'écart et "au-dessus" de la majorité africaine en acceptant les avantages économiques et politiques, aussi limités soient-ils, qui découlaient de la conformité à la hiérarchie raciale imposée par le système d'apartheid. Au lieu de cela, Josie l'a rejeté et a choisi de s'identifier aux Africains et de travailler avec eux toute sa vie, en vivant dans des quartiers populaires à prédominance africaine ou des zones de diversité raciale (tel

¹ Josie Mpama, "Autobiography of J. Mpama", in Apollon B. Davidson, Irina Filatova, Valentin P. Gorodnov, & Sheridan Johns (dir) *South Africa and the Communist International: A Documentary History. Vol. 2 Bolshevik Footsoldiers to Victims of Bolshevisation 1931–1939*, Londres: Frank Cass, 2003.

² Le gouvernement colonial (britannique), tout comme le régime d'apartheid en Afrique du Sud ont développé un système de classification raciale qui séparait les Africains des colons européens et regroupait les personnes métisses dans une troisième catégorie distincte : les « personnes de couleur » (*Coloureds*). Cette désignation continue d'être utilisée de nos jours et est associée aux Africains d'Afrique du Sud ayant des origines raciales « mixtes » ou aux descendants d'esclaves en provenance de diverses parties du monde et amenés de force dans la colonie du Cap. Toutefois, il est important de se rappeler que ce terme a été imposé par les colons et qu'il a été utilisé pour briser les familles et les communautés. Il a également effacé les identités uniques et diverses des groupes indigènes en classant ceux qui n'appartenaient pas à des clans ethniques de langue bantoue dans la catégorie « personne de couleur » (*Coloured*) ; une méthode utilisée par l'élite dirigeante pour diviser et conquérir la population africaine. Pour approfondir sur ce sujet, voir « The Lie of 1652 : Race and Class in South Africa, Interview with Patric Mellet », *Amandla !*, no. 73/74 (décembre 2020), <https://aidc.org.za/the-lie-of-1652-race-and-class-in-south-africa-interview-with-patric-mellet/>.

que Sophiatown) qui remettaient en cause le système de ségrégation imposé par l'État.

Josie s'engage dans le militantisme à la fin des années 1920 et au début des années 1930, à travers des manifestations locales pour de meilleures conditions de logement et pour les droits, dans sa ville natale de Potchefstroom, située à environ 120 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. C'est là, dans les tranchées de la lutte, qu'elle est devenue l'une des premières femmes noires à rejoindre le Parti Communiste d'Afrique du Sud (CPSA) en 1928 avant de devenir, plus tard, une des premières femmes noires à occuper un poste de direction au sein du parti.³ Le mouvement communiste a profondément influencé la pensée et l'action de Josie. Lors d'une commémoration de la révolution russe organisée par le CPSA en novembre 1932, elle a affirmé l'importance de la révolution pour "chaque travailleur, quelle que soit sa couleur" et a continué à vouer une profonde admiration au projet soviétique jusqu'à sa mort.⁴

Dans les années 1930, Josie s'est engagée dans la section sud-africaine du Secours rouge international (SRI) du

³ En Afrique du Sud, le terme « Africain » désigne les personnes qui descendent de groupes ayant migré d'Afrique occidentale et centrale entre 2 000 avant notre ère et 1 500 de notre ère. Les colons blancs les ont d'abord classés comme « autochtones » et « bantous » dans le cadre du colonialisme, puis comme « Africains » dans le cadre de l'apartheid. Le terme « noir » désigne toutes les personnes qui ne sont pas classées comme « blanches » dans le cadre de l'apartheid, y compris les personnes classées comme « indiennes » et « de couleur ».

⁴ Robert R. Edgar, *Josie Mpama/Palmer: Get Up and Get Moving* (Athens: Ohio University Press, 2020), p.113, 221.



Comintern, connue sous le nom d'*Ikaka la Basebenzi* (« Bouclier des travailleurs »), créée en 1931 à la suite de l'assassinat du militant communiste Johannes Nkosi par la police, lors d'une manifestation à Durban.⁵ Quelques années plus tard, Josie s'est rendue en Union soviétique, ce qui lui a permis d'acquérir une expérience de première main avec le Comintern.

Bien que certaines de ses contributions les plus importantes aient été faites dans le cadre des campagnes nationales contre l'apartheid, l'importance qu'elle accorde à l'organisation des femmes, notamment en tant que fondatrice, en 1954, de la Fédération des femmes sud-africaines (FEDSAW), une organisation multiraciale, est particulièrement significative. Josie a été l'une des rares à plaider publiquement en faveur d'une plus grande participation des femmes à la vie politique ainsi que pour la promotion des femmes ouvrières. Elle a été l'une des premières femmes noires à parler publiquement des liens entre le genre, la race et la classe.⁶

⁵ Le Secours rouge international, également connu sous son acronyme russe MOPR, a été fondée par le Comintern en 1922 « pour organiser l'assistance matérielle et morale aux combattants d'avant-garde de la cause du communisme qui sont enfermés en prison, contraints à l'exil ou, pour quelque raison que ce soit, exclus contre leur gré de nos rangs de combattants ». Cf John Riddell, "International Red Aid 1922-1937 : Uniting to Defend Class War Prisoners", Monthly Review Online, 5 août 2021, <https://mronline.org/2021/08/05/international-red-aid-1922-1937-uniting-to-defend-class-war-prisoners/> ; Roth, "Josie Mpama", 122 ; Hakim Adi, *Pan-Africanism and Communism : The Communist International, Africa, and the Diaspora, 1919-1939* (Africa World Press, 2013), p.386.

⁶ Robert R. Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, p.113, 128; Tom Lodge, *Red Road to Freedom: A History of the South African Communist Party, 1921-2021* (Johannesburg: Jacana Media, 2021), p. 313; Mia Roth, "Josie Mpama: The Contribution of a Largely Forgotten Figure in the South African Liberation Struggle", *Kleio* 28, no. 1 (1996), p. 122.

En raison de divers préjugés – hier et aujourd'hui – sur qui est considéré comme un intellectuel et sur ce qui est considéré comme un travail intellectuel, les rôles de Josie en tant qu'intellectuelle organique, penseur politique et leader, sont souvent négligés.⁷ Bien que son éducation à la théorie marxiste ait été quelque peu informelle et irrégulière par nature, elle avait une appréciation claire de la nécessité d'une lutte des classes organisée. Pour Josie, la théorie et l'idéologie avaient leur raison d'être dans la mesure où elles prenaient en compte les réalités et les conditions concrètes afin d'éclairer le cours de l'action. Bien que guidée par la ligne du parti, comme le note son biographe Robert R. Edgar, *"elle n'hésitait pas à prendre des positions indépendantes et à critiquer sévèrement les politiques du CPSA qui, selon elle, n'étaient pas ancrées dans les réalités sud-africaines."*⁸

Comme beaucoup d'intellectuels organiques, Josie est entrée en politique par le biais de ses expériences. Dans le cas de Josie, ce fut en grandissant sous la domination blanche dans l'Afrique du Sud sous l'apartheid et en participant à des manifestations locales. Découvrant le marxisme et la théorie révolutionnaire par morceaux et fragments, elle a assemblé les concepts qu'elle apprenait et les a appliqués à son contexte spécifique pour faire

⁷ Sur les intellectuels organiques, lire la contribution de l'Institut Tricontinental de recherche sociale, « *The New Intellectual* », dossier no. 12, 11 février 2019, <https://thetricontinental.org/the-new-intellectual/> (en anglais)

⁸ Robert R. Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p. 131.



avancer la lutte du peuple ; une démarche similaire à celle de beaucoup d'intellectuels organiques et de militants politiques à travers le Sud Global à l'époque de la libération nationale.⁹

En dehors de sa vie politique publique, elle a assumé autant de rôles que de noms, y compris ceux de mère, de grand-mère et, dans les dernières années de sa vie, de militante locale basée à l'église et de guérisseuse populaire. En fin de compte, son engagement durable pour changer la réalité sociale de son peuple était basé sur son affection sincère pour sa communauté et galvanisé par un cadre de révolution sociale.

⁹ Pour approfondir ce sujet, voir l'étude de l'Institut Tricontinental recherche sociale, « Dawn: Marxism and National Liberation », dossier no. 37, 8 février 2021, <https://thetribcontinental.org/dossier-37-marxism-and-national-liberation/>. (en anglais)



Les manifestations contre les "permis d'habiter"(lodge's permit) à Potchefstroom à la fin des années 1920 se traduisaient souvent par des affrontements avec les autorités à l'hôtel de ville, que l'on aperçoit au loin. Ces expériences politiques ont été déterminantes pour Josie.

Photo de référence: Gowie van der Walt. Source: Lennie Gouws.

Au service de l'économie blanche en plein essor

Au tournant du XXe siècle, les hommes africains des zones rurales d'Afrique du Sud et des pays voisins ont été attirés par le centre industriel émergent de Johannesburg pour travailler dans les mines de la ville. Seuls les hommes étaient autorisés à effectuer ce type de travail et, à leur arrivée, ils vivaient dans des communautés de travailleurs semi-carcérales, rémunérés à un taux si bas qu'ils ne pouvaient pas subvenir aux besoins de leurs familles restées au pays. La construction de l'Afrique du Sud moderne était ancrée dans une organisation du travail ségréguée et segmentée, reposant non seulement sur l'exploitation impitoyable d'une majorité de la classe ouvrière racialisée, mais bénéficiant également de manière substantielle de la division du travail entre les sexes au sein de cette main-d'œuvre. Comme le rappelait en 1978 la journaliste et communiste sud-africaine Ruth First:

C'est un système de travail bon marché, de travail migrant, qui commence par extraire les hommes des réserves rurales pour servir l'économie blanche, puis les rejette de cette économie lorsqu'ils sont trop vieux et malades pour travailler; les renvoie loin, dans les réserves lorsqu'ils sont au chômage. Ainsi, les dirigeants blancs se déchargent simultanément de toute responsabilité envers les vieux, les malades, les chômeurs et leurs familles; et éliminent la source de rébellion et de révolte de la classe ouvrière.

...

Ce sont les femmes qui portent le plus lourd fardeau de ce système de migration. Elles doivent assumer le fardeau de la famille et celui de la production, pour faire tourner l'agriculture. Elles sont donc responsables à la fois de la famille et de la production.¹⁰

Ce travail consistait non seulement à s'occuper des jeunes et des vieux, des malades et des chômeurs, afin d'assurer la survie des familles et des communautés dans les "réserves" rurales africaines (concept inspiré des réserves amérindiennes aux États-Unis), mais aussi, plus tard, à effectuer le travail domestique et social de reproduction essentiel au maintien de la classe dirigeante blanche.

Bien que les femmes africaines aient été initialement exclues des industries naissantes, les conditions difficiles dans les réserves rurales – ainsi que le fait qu'elles ne recevaient que peu ou pas d'envois de fonds de la part de leurs proches masculins vivant dans les villes – les ont incitées à chercher du travail ou des moyens de subsistance dans les villes. La plupart travaillait comme domestiques, brassières de bière, petits-commerçants et banchisseuses. La précarité et les bas salaires caractérisaient cette nouvelle

¹⁰ Transcription d'un discours de Ruth First à l'occasion de la Journée de la Femme Sud-Africaine, le 9 août 1978, in Deborah Rochelle Klein, *Negotiating Femininity, Ethnicity, and History: Representations of Ruth First in South African Struggle Narratives* (thèse doctorat), Université du Cap, 2006, p. 300.



armée de réserve de travailleurs occasionnels, repoussée à la périphérie des villes et fortement contrôlée et surveillée.

À l'adolescence, Josie a rejoint cette main-d'œuvre informelle, prenant divers emplois domestiques précaires et de courte durée, tels que laver des vêtements, nettoyer des maisons, cuisiner, ainsi que deux apprentissages en couture. Elle gagnait des salaires extrêmement bas, en partie à cause de son jeune âge.

Après la guerre des Boers, les Britanniques et les Boers (ou Afrikaners) ont conclu une alliance pour créer l'Union sud-africaine en 1910 et mettre en place un système de lois oppressives et de processus discriminatoires pour cimenter la domination blanche. Les familles africaines, leurs foyers, leur travail et leurs terres ont été ciblés de plusieurs manières, notamment par le biais du système des lois sur les laissez-passer, qui imposaient diverses restrictions à la majorité africaine et à leur capacité à vivre dans les villes, à se déplacer librement et à travailler. Le système comprenait des mesures qui criminalisaient les grèves pour les travailleurs africains, leur interdisaient certains types d'emplois et leur accordaient des compensations pour blessures inférieures à celles de leurs homologues blancs. Ces politiques visaient à contrôler et à limiter leur capacité à travailler dans les zones urbaines, où le potentiel de gain était le plus élevé, et à limiter leur existence sociale et, en fin de compte, politique. Pourtant, les lois sur les laissez-passer étaient également utilisées pour

garantir une main-d'œuvre bon marché dans les villes conçues presque exclusivement pour l'économie blanche en plein essor. À divers moments, le système d'apartheid était appliqué par une surveillance policière systématique, à l'image de l'utilisation de carnets de laissez-passer que les Africains devaient porter en permanence et qui contenaient des informations d'identification personnelle, y compris des détails biométriques et d'emploi. Sous ce régime, les Africains étaient soumis à une surveillance constante, au harcèlement et à la menace d'amendes ou d'arrestations.

Au début des années 1910, une résistance populaire et organisée aux lois sur les laissez-passer est apparue dans tout le pays, l'une des premières étant la campagne historique menée par les femmes en 1913 à Bloemfontein. Bien que ces luttes aient permis d'obtenir des concessions dans certains cas, le système des lois sur les laissez-passer a continué à s'étendre. La loi sur les indigènes dans les zones urbaines (*The Native [Urban Areas] Act*), adoptée en 1923, a ouvert la voie au renforcement du système de contrôle des déplacements qui allait se mettre en place à l'époque de l'apartheid, limitant encore davantage les mouvements et la conduite des Africains dans les zones métropolitaines. En vertu de la loi de 1923, les Africains étaient définis comme des "résidents temporaires" qui n'étaient autorisés à séjourner dans les villes que dans la mesure où ils répondaient "aux besoins de la population



blanche", comme le stipulait alors la loi.¹¹ Bien que les lois promulguées en 1902 et 1913 aient déjà établi les bases de la ségrégation raciale et de la dépossession des terres (en attribuant moins de dix pour cent des terres arables aux Africains), la loi sur les indigènes de 1923 a donné aux autorités locales des pouvoirs accrus pour appliquer les contrôles au sein de leurs municipalités.¹² C'est dans ce contexte que Josie effectua ses débuts en politique.

Résistance à Potchefstroom

Potchefstroom était un bastion politique du projet de colonisation afrikaner et, plus tard, du système d'apartheid. Contrairement à Bloemfontein, où les luttes anti-laissez-passer se sont développées dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, les luttes à Potchefstroom se sont déroulées dans un contexte de surplus de main-d'œuvre.¹³ Pour tenter de contrôler la population africaine croissante dans la région, le gouvernement colonial a imposé toute une série de restrictions, notamment des couvre-feux nocturnes et des redevances pour les services publics (telle

¹¹ Natives (Urban Areas) Act, Loi n° 21 de 1923, Digital Innovation South Africa, <https://disa.ukzn.ac.za/leg19230614028020021>.

¹² '1913 Natives Land Act Centenary', South African Government, <https://www.gov.za/1913-natives-land-act-centenary>.

¹³ Julia C. Wells, *We Now Demand!: The History of Women's Resistance to Pass Laws in South Africa*, Johannesburg: Witwatersrand University Press, 1994, p.66.

que la construction de canalisations d'eau), dont beaucoup ont profondément affecté les femmes africaines.

Le 28 septembre 1927, un groupe organisé et composé d'environ 200 femmes africaines, lassées par l'avalanche de restrictions et l'augmentation des coûts qui pèsent sur leur vie quotidienne, manifestait contre la fermeture de puits d'eau. Les femmes, dont beaucoup gagnaient leur vie en lavant les vêtements des familles blanches, se sont rendues devant le magistrat local avec une banderole rouge, blanche et bleue sur laquelle étaient inscrits les mots "par miséricorde" (*For Mercy*) afin de manifester leur mécontentement.¹⁴

L'État avait adopté de telles mesures afin d'extraire des revenus des ménages africains pour couvrir les déficits des finances publiques qui, autrement, auraient dû être payés par les ménages blancs.¹⁵ L'opposition la plus vive s'est manifestée en réponse à la politique du "permis d'habiter", qui exigeait que toute personne âgée de plus de dix-huit ans vivant dans un logement appartenant à une autre personne, s'inscrive et paie la taxe municipale de logement. En d'autres termes, les enfants et les proches d'une personne devaient payer une redevance mensuelle pour vivre dans leur maison familiale. Ceux qui ne payaient pas s'exposaient à des poursuites, minant ainsi davantage

¹⁴ Robert R. Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p. 65.

¹⁵ Robert R. Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p. 68-69.



la cohésion sociale de la famille africaine déjà mise à mal par l'emploi des travailleurs migrants.

Aux côtés d'autres dirigeants locaux et de cadres communistes (dont Edwin Thabo Mofutsanyana, qui deviendra plus tard son mari), Josie mena d'importantes manifestations contre la municipalité locale et les résidents blancs au sujet des permis d'habiter, y compris une campagne de résistance passive qui appelait au refus de payer la taxe de logement. Les femmes se sont montrées particulièrement créatives et résistantes durant cette période, utilisant diverses tactiques de résistance collective, tel que le retour rapide des résidents expulsés et de leurs meubles dans leurs maisons.¹⁶ Bien que les manifestations aient commencé spontanément, le Parti Communiste Sud-Africain (CPSA) a apporté un soutien organisationnel et juridique ainsi qu'une orientation politique au mouvement. En 1928, la branche locale du CPSA, alors grandissante, comptait environ mille membres ; Josie étant l'une des premières recrues de cette vague.¹⁷

En amont d'une réunion de masse qui, le 16 décembre 1929 rassembla plus de cinq cents personnes, et dont le but était d'inciter à l'organisation et au recrutement de personnes pour lutter contre le régime raciste, les tracts du CPSA proclamaient:

¹⁶ Wells, *We Now Demand!*, op.cit, p. 84.

¹⁷ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.54; Lodge, *Red Road to Freedom*, op.cit, p. 222.

Roulez par milliers ! Travailleurs africains ! Vous n'avez pas de fusils ni de bombes comme vos maîtres, mais vous avez le nombre, vous avez le travail et le pouvoir de vous organiser. Ce sont vos armes, apprenez à les utiliser et mettez ainsi le tyran à genoux.¹⁸

La lutte à Potchefstroom a atteint son apogée en janvier 1930, lorsqu'une grève générale a entraîné la fermeture de la ville. Les femmes africaines ont mené la charge, organisant des piquets de grève, bloquant les routes principales et empêchant d'autres Africains d'aller travailler.

Bien que ces luttes aient créé des obstacles pour les autorités locales, qui ont finalement capitulé et supprimé les frais de permis de logement en mai 1931, en mai 1930, la résistance active s'était éteinte ; l'organisation du parti avait presque cessé d'exister et Josie a été contrainte de quitter la ville.¹⁹ Les autorités blanches utilisèrent la lutte à Potchefstroom comme une expérience pour améliorer les mécanismes de contrôle, qui allaient trouver de nouvelles expressions plus sévères dans les années suivantes.

Les luttes locales qui se sont déroulées dans et autour de la résistance aux permis d'habiter à Potchefstroom ont été des expériences formatrices pour Josie, à la fois en termes d'organisation des femmes et d'initiation au communisme. Elles ont fait naître en elle le sentiment

¹⁸ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.82-83.

¹⁹ Wells, *We Now Demand!*, op.cit, p.84- 85.



profond que, pour progresser, la lutte politique devait être ancrée dans les questions de base qui touchaient le plus la majorité.

Alors que des membres du CPSA ou des représentants du Comintern minimisaient l'importance de ces luttes, Josie continuait d'insister sur le fait que le parti devait les soutenir afin d'être plus pertinent pour les masses laborieuses.²⁰

²⁰ Roth, "Josie Mpama", op.cit, p.122; Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.124–126.



Une de Umsebenzi (le travailleur sud-Africain), journal du parti communiste d'Afrique du Sud, consacrée à la mobilisation contre l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie fasciste, avec un titre explicite « Ne touchez pas à l'Ethiopie ! »,

Umsebenzi était l'un des outils du parti pour faire connaître ses opinions et son travail. Josie écrivait pour le journal et plaidait en faveur d'une plus grande participation des travailleurs noirs.

Source : Corinne Sandwith/Revolutionary Papers via the Historical Papers Library, Université de Witwatersrand.

Porter l'écharpe rouge

Après des mois de discussions et de débats entre diverses organisations de gauche sur la possibilité de former un parti communiste, le CPSA a lancé sa conférence de fondation le 30 juillet 1921. Il s'agissait de la première conférence de ce type sur le continent. L'objectif initial du parti était, comme indiqué dans son manifeste fondateur, *"d'établir le contact le plus large et le plus étroit possible avec les travailleurs de tous les rangs et de toutes les races et de propager l'évangile communiste parmi eux"*, en s'inspirant et en suivant les directives du Comintern.²¹ Le parti a reconnu l'importance de soutenir les luttes africaines, en particulier en ce qui concerne le logement, la dépossession des terres, le contrôle de l'afflux de main-d'œuvre et l'émancipation politique.²²

Moses Kotane, qui devint le deuxième secrétaire général africain du parti en 1939, observa que, parmi les premiers cadres noirs, Josie fut l'une des premières à adhérer au Parti (les archives du Comintern indiquent qu'elle fut le 516^e membre à adhérer en 1928).²³ Le parti organisait des cours du samedi soir sur l'idéologie et l'organisation communistes, auxquels les nouvelles recrues assistaient, à l'image de Josie, qui avait déménagé à Johannesburg à

²¹ Brian Bunting, *Moses Kotane: South African Revolutionary* (Western Cape: Mayibuye Books, 1975), p. 26–27.

²² Lodge, *Red Road*, op.cit, p.69.

²³ Bunting, *Moses Kotane*, 53; Mpama, "Autobiography of J. Mpama", p.160.

la fin de l'année 1931. Plus tard, elle créera une branche à Sophiatown et ouvrira une école du soir pour la formation idéologique ainsi que pour l'apprentissage des mathématiques et de l'anglais.²⁴ Au milieu des années 1930, Josie intègre la haute direction du parti. Elle fait alors partie du Bureau politique à plusieurs reprises et du Comité central jusqu'en 1946 au moins, devenant ainsi sans doute la seule femme noire qui, à l'époque, occupait un tel poste dans un parti politique sud-africain.²⁵

D'une manière générale, le parti manquait de femmes membres et de dirigeantes actives. Cette situation s'expliquait en grande partie par les conditions matérielles, à savoir les charges domestiques, les divisions raciales, les pratiques patriarcales, les restrictions sociales et géographiques ainsi que le manque d'accès à l'éducation. En ce qui concerne la perception de la capacité des femmes à effectuer un travail politique efficace, les attitudes patriarcales prévalaient à la fois dans la société et dans le parti, et le travail du parti était parfois considéré comme reflétant une culture d'"intellectualisme exclusif" qui marginalisait ceux qui n'avaient pas reçu d'éducation formelle ou politique.²⁶ Néanmoins, bien que peu nombreuses, les femmes ont joué un rôle important au sein du CPSA, de la fin des années 1920 jusqu'aux années 1940. Ce fut encore le cas après l'interdiction du parti en 1950, qui fut

²⁴ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.161.

²⁵ Mpama, "Autobiography of J. Mpama", p.160; Roth, "Josie Mpama", p.123.

²⁶ Klein, "Negotiating Femininity, Ethnicity, and History", p.19



contraint à la clandestinité et se reconstitua sous le nom de Parti communiste sud-africain (SACP). Parmi ces femmes figuraient Ray Alexander, Molly Wolton, Hilda Bernstein, Dora Tamana, Fatima Seedat, Cecilia Rosier, Rebecca Bunting, Sonia Bunting, Rica Hodgson, Thoko Mngoma, Winifred Seqwana, Florence Mkhize, Letitia Sibeko, Violet Weinberg et Ruth First.

Pour gravir les échelons du parti, il fallait une formation et une expérience politiques. Lorsque l'opportunité de se former à l'étranger s'est présentée, Josie a sauté sur l'occasion et a accompagné Matilda First, la mère de la journaliste sud-africaine et icône communiste Ruth First, à Moscou en 1935, pour étudier à l'Université communiste des travailleurs d'Orient.²⁷ Sous les pseudonymes Écharpe Rouge (*Red Scarf*) et Beatrice Henderson, Josie a participé à diverses activités pendant son séjour en Union soviétique, notamment au septième congrès mondial du Comintern.

Pendant son séjour à Moscou, Josie a témoigné et présenté, devant une commission sur l'Afrique du Sud, des rapports concernant les conflits internes entre des groupes rivaux au sein du CPSA ; des conflits qui avaient atteint un niveau tel que beaucoup considéraient que le parti était au bord de l'effondrement. Le secrétaire général de l'époque, Moses Kotane, avait alors soulevé une critique importante, à savoir que le parti n'était pas suffisamment

²⁷ Bunting, *Moses Kotane*, op.cit, p.79; Edgar, *Josie Mpama/Palmer*.

« africanisé ». Kotane faisant notamment référence au fait qu'une partie importante de la direction, menée par Lazarus Bach, connaissait peu les réalités des masses africaines et était plutôt préoccupée par les débats européens, déconnectant ainsi les idéaux du parti de l'organisation et de l'activité de de dernier.²⁸ Bien qu'elle ait appelé à des efforts accrus pour « africaniser » le parti et reconnaître les divisions existantes sur une base raciale, Josie, aux côtés de Kotane, s'est opposée aux positions visant à diviser la structure organisationnelle du parti sur une base raciale, y compris la proposition d'Edwin de former des ailes séparées du parti sur la base de la race en 1938.²⁹

Josie a veillé à ne pas prendre parti au cours de la commission et a donné la priorité à la cohésion du parti. Elle n'a cependant pas hésité à faire part de ses préoccupations, tel que le manque d'initiatives visant à organiser les travailleurs dans les cellules d'usine et la faible rétention des membres, la formation insuffisante des cadres africains pour les postes de direction et la décision de donner la priorité à l'union de toutes les races au sein d'un même front, au détriment de la prise en compte des problèmes spécifiques rencontrés par les Africains.³⁰

²⁸ Roth, "Josie Mpama", p.122; Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, p.131, 155.

²⁹ A la même époque, Josie figurait parmi les signataires d'une lettre rédigée par douze membres du parti et envoyée au Bureau politique, critiquant une petite « clique » pour avoir mis en place des politiques inadéquates qui isolaient le parti des masses et pour avoir tenté de démettre Kotane de ses fonctions. Voir Bunting, *Moses Kotane*; Lodge, *Red Road*, p.317.

³⁰ Mpama, "J. Mpama's Statement to South African Commission, 13 March 1936", in *South Africa and the Communist International*, p.182-185.



Josie a également souligné l'approche du parti en matière de rédaction et de publication d'articles, exprimant sa frustration à l'égard de la direction qui n'a pas encouragé les efforts littéraires des travailleurs.³¹ Si quelque chose n'allait pas dans l'article, a-t-elle demandé, n'aurait-il pas pu être corrigé ?³²

Un thème important dans les critiques de Josie à l'égard du parti était son manque d'engagement avec la réalité et son manque de vitalité politique. Elle exprimait des préoccupations concernant la nature mécanique des réunions de direction, en décalant, par exemple: « *nous ne discutons que du travail du groupe et jamais des questions politiques.* »³³ Cette approche conduisait, selon elle, à un problème fondamental : la négligence générale du parti envers les questions qui affectaient spécifiquement les Africains. Pour Josie, le parti n'était pas suffisamment ancré dans la réalité sociale du pays, se concentrant plutôt sur des discussions théoriques marxistes orthodoxes et sur les développements politiques européens.³⁴

Josie a notamment mis en garde le parti contre le fait de rejeter les dirigeants nationalistes africains, en faisant valoir qu'ils constituaient une « bourgeoisie indigène » et

³¹ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, p.149.

³² Mpama, "Statement of J. Mpama to South African Commission, 19 March 1936", in *South Africa and the Communist International*, p.193.

³³ Ibid, p.182.

³⁴ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.120.

que, dans le cadre d'un large front de résistance, ils « *nous aideraient à nous unir et à lutter contre l'impérialisme.* »³⁵

Elle expliquait que « *si nous sous-estimons la bourgeoisie en tant que classe, cela signifie que nous ne comprenons pas encore la puissance du capitalisme* » et que « *nous ne devons pas esquiver le fait que bien qu'ils soient réformistes, ils ont de l'influence sur les masses* ». ³⁶ Au cours de ses premières années, le CPSA décourageait explicitement les alliances avec les groupes nationalistes africains, malgré la position du Comintern qui prônait le soutien tactique à ceux qui dirigeaient les mouvements de libération nationale et de décolonisation.³⁷ Les conclusions du Comintern issues de la commission sur les conflits internes du parti faisaient écho à bon nombre des préoccupations de Josie concernant l'incapacité du CPSA à construire une base de masse et des alliances tactiques, . D'après les conclusions du Comintern, ces conflits découlaient de l'échec (du parti) à comprendre adéquatement le contexte sud-africain. Dans ce contexte, les efforts de Josie et d'autres ont été fructueux : dans les années 1940, le CPSA avait accru sa coopération avec le Congrès National Africain (*African National Congress* ou ANC pour son acronyme

³⁵ Mpama, "Statement of J. Mpama to South African Commission, 19 March 1936", p.195.

³⁶ Mpama, "Statement of J. Mpama to South African Commission, 19 March 1936", p.195; Lodge, *Red Road*, p.189–190, 216.

³⁷ Woodford McClellan, "Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925–1934", *The International Journal of African Historical Studies* 26, no. 2 (1993), p. 375. Woodford McClellan, "Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925–1934", *The International Journal of African Historical Studies* 26, no. 2 (1993), p.375.



en anglais), un mouvement de libération nationale qui a commencé comme un projet bourgeois africain en 1912, dans une tentative de construire un front de lutte plus large et basé sur les masses.

Bien que la participation aux réunions du Comintern ait été en soi un élément de l'éducation politique de Josie, sa principale raison de se rendre en Union soviétique était d'étudier à l'Université communiste des travailleurs d'Orient. L'un des mandats de l'université était de dispenser un enseignement et une formation politiques marxistes- léninistes aux dirigeants anticoloniaux et aux communistes du Sud, avec des anciens élèves tels que Jomo Kenyatta, Ho Chi Minh, Deng Xiaoping et Harry Haywood. Dans les années 1930, l'université a proposé un cours de quatorze mois aux étudiants internationaux, axé principalement sur la théorie, mais comprenant également deux mois de travaux pratiques (dont trois jours dans une ferme collective et quinze jours sur l'organisation du parti).³⁸ Les sujets abordés comprenaient l'économie politique, l'histoire, le léninisme, le matérialisme historique,

³⁸ Au cours du deuxième congrès du Comintern, le dirigeant soviétique Vladimir Lénine a présenté une thèse sur la question nationale et coloniale, décrivant comment, à ce moment précis, « *l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec la démocratie bourgeoise dans les pays coloniaux et arriérés, mais ne doit pas fusionner avec elle, et doit en toutes circonstances défendre l'indépendance du mouvement prolétarien* ». Voir V. Lénine, « *Projet de thèses sur les questions nationales et coloniales* », 2 juin 1920, deuxième congrès de l'Internationale communiste, <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1920/jun/05.htm> (en anglais) ; Lodge, *Red Road*, op.cit, p.69.

la construction du parti, la science militaire, la politique contemporaine et l'instruction en anglais.³⁹

Bien que les études de Josie aient été interrompues par plusieurs problèmes santé et des hospitalisations, cette expérience internationale a néanmoins eu un impact profond sur elle, approfondissant sa perspective internationaliste et sa conscience de classe, et renforçant encore sa conviction de l'importance de l'organisation pour faire avancer la lutte. Lors du septième congrès du Comintern, dans le cadre d'une discussion portant sur les mobilisations des dockers noirs au Cap qui refusaient de charger ou de constituer les équipages des cargaisons italiennes pendant l'invasion de l'Abyssinie (Éthiopie) par l'Italie en 1935-1936, Josie soulignait l'importance de l'internationalisme de la classe ouvrière : « *bien que des protestations aient eu lieu, nous n'en avons pas fait assez. Si tous les Africains étaient organisés comme les dockers, aucun bateau n'aurait été chargé de fournitures pour les troupes italiennes... Les travailleurs africains doivent aider les travailleurs en Europe à lutter pour leur liberté. La paix n'est possible que par l'action des travailleurs* ». ⁴⁰

Dans le même discours, elle a également parlé de la « nécessité de l'organisation », affirmant que la « **composition du CPSA est mauvaise** » car il ne comptait pas

³⁹ McClellan, 'Africans and Black Americans in the Comintern Schools', p.375.

⁴⁰ Mpama, 'J. Mpama to Sixth National Conference, CPSA, September 1936 (Extract from Conference Minutes)', in *South Africa and the Communist International*, p.215-216.



d'Afrikaners dans ses rangs et avait trop peu d'Africains, et soutenant que le mandat principal du parti devait être de créer une organisation qui « **attirera tous les pauvres et deviendra un puissant parti de masse.** » ⁴¹

De retour en Afrique du Sud à la fin de l'année 1936, Josie s'est attachée à renforcer le caractère de masse du parti, poussée par l'urgence de construire une opposition large et organisée au système d'apartheid naissant. Elle était membre du comité de coordination du CPSA, créé en 1937 pour travailler sur "la question de l'organisation à l'échelle nationale."⁴² Cette évolution vers l'organisation d'un mouvement de masse à travers le pays a marqué une nouvelle phase pour le CPSA, le mouvement syndical et le mouvement de libération. Cette évolution a été en partie favorisée par les conséquences politiques et économiques de la Seconde Guerre mondiale -à l'image de l'afflux d'Africains dans les zones urbaines en raison des besoins en main-d'œuvre d'une industrialisation accrue dans un contexte économique difficile (inflation, pénurie alimentaire, surpopulation, etc.)- qui ont en partie contribué à cette évolution.

Pour Josie, la priorité était claire : comme elle l'a déclaré lors d'un débat au sein du parti, « *les camarades doivent aller à la rencontre des masses.* » ⁴³ Lors d'une réunion

⁴¹ Mpama, 'J. Mpama to Sixth National Conference', p.216.

⁴² Bunting, *Moses Kotane*, op.cit, p.87.

⁴³ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, p.156.

du Front d'unité non-européen en 1939, elle encourageait l'assistance à « *aller dans les usines, aller sur les terres, et partout où les non-Européens travaillent au profit des employeurs, leur dire qu'ils ont droit à une part et que nous avons droit à une part des bénéfices de la richesse de l'Afrique du Sud.* »⁴⁴

Le CPSA était devenu une force de premier plan à cette époque et après la guerre. Il a joué un rôle clé parmi les groupes politiques qui se sont réunis à l'occasion de la Conférence anti laissez-passer en novembre 1943, où ils ont convenu de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour faire pression en faveur de l'abolition des laissez-passer, y compris en collaborant plus étroitement avec des groupes moins alignés sur le plan idéologique mais partageant des intérêts communs. Josie a été à l'avant-garde de divers efforts féminins dans cette lutte, notamment en organisant une conférence sur les lois sur les laissez-passer en mars 1944, avant le lancement d'une campagne officielle en mai de la même année.⁴⁵ Ces efforts ont jeté les bases des campagnes ultérieures de lutte contre le système d'apartheid après son instauration officielle avec l'élection du Parti national en 1948.

Tout au long des années 1940, le CPSA a construit un large front contre la domination coloniale en formant de nouvelles alliances tactiques et des campagnes nationales,

⁴⁴ Ibid, p.164

⁴⁵ Lodge, *Red Road*, p.242, 245.



telles que le mouvement anti laissez-passer. Comme le décrit l'auteur Tom Lodge, cela a abouti à «*l'élargissement du soutien public à l'organisation, le militantisme [accru] des activités communistes et le développement d'une perception et d'une compréhension mutuelles entre l'organisation et le Congrès National Africain (ANC).*»⁴⁶ Josie se trouvait souvent aux côtés d'un large éventail de dirigeants politiques lors de réunions de l'ANC et d'autres groupes qui organisaient des rassemblements multiraciaux prônant le non-racialisme et la participation des femmes noires, ainsi que des perspectives de résistance enracinées dans une analyse de classe.⁴⁷

⁴⁶ Ibid, p.280-283

⁴⁷ Elizabeth S. Schmidt, 'Now You Have Touched the Women: African Women's Resistance to the Pass Laws in South Africa, 1950-1960', in *The Struggle for Liberation in South Africa and International Solidarity: A Selection of Papers Published by the United Nations Centre Against Apartheid*, ed. E.S. Reddy (New Delhi: Sterling Publishers, 1992).



De nombreux dirigeants anticolonialistes, dont Josie, ont reçu une formation politique à l'Université communiste des travailleurs d'Orient, à Moscou. Son bâtiment principal (à gauche), aujourd'hui disparu, était situé en face de la place Pouchkine.

Photo de référence : I. N. Pano, Source : Rossen Djagalov.

Ouvrir la voie aux futures femmes dirigeantes

Alors que le CPSA était confronté au défi de l'organisation d'un mouvement national de masse, il a également dû tenir compte des problèmes spécifiques des femmes et faire un effort plus concerté pour les organiser. Dans les années 1930, les syndicats et le CPSA ont commencé à se tourner vers les travailleuses et à leur rôle dans les industries manufacturières et de transformation. Cependant, les femmes africaines étaient principalement cantonnées au service domestique et ne représentaient qu'une fraction de la main-d'œuvre formelle (moins de 1% selon les données disponibles dans les années 1950).⁴⁸ Dans ce contexte, Josie joua un rôle indispensable, en établissant des liens entre le parti, d'autres groupes politiques, le mouvement syndical et les femmes. Depuis ses débuts politiques dans les luttes locales menées par les femmes, Josie n'a cessé de défendre les droits des femmes, en mettant particulièrement l'accent sur les luttes des femmes africaines. Comme le dit un historien, « grâce à elle, le CPSA a pu diffuser des idées plus radicales sur le rôle que les

⁴⁸ Le non-racialisme est une idéologie et une tradition politique de premier plan en Afrique du Sud, née de l'opposition au système racialisé de l'apartheid. Le terme est inscrit comme valeur fondatrice au chapitre premier de la Constitution sud-africaine, bien que sa signification précise soit contestée par différentes forces politiques. Le CPSA était une organisation de premier plan pour les politiques non raciales, tandis que, par exemple, l'ANC réservait son adhésion exclusivement aux Africains jusqu'en 1969. Voir Imraan Buccus, « The Dangerous Collapse of Non-Racialism », *New Frame*, 30 juillet 2021.

femmes devraient jouer dans la politique d'opposition noire, parmi les femmes noires. »⁴⁹

Pour Josie, la participation des femmes était une nécessité stratégique pour que la classe ouvrière parvienne à renverser le régime colonial raciste. C'est pourquoi elle a défendu avec acharnement la participation politique des femmes à une époque où peu d'entre elles participaient à un discours public aussi radical. Ainsi, en 1937, en réponse à un projet de loi sur la modification des lois sur les autochtones, qui visait à limiter davantage la taille des populations africaines dans les zones urbaines en fonction du nombre minimum de travailleurs nécessaires, en plus d'autres restrictions, Josie lança l'appel suivant dans le journal du parti :

Nous, les femmes, devons entrer en scène en tant que combattantes, car ce n'est qu'avec notre aide que nos hommes peuvent lutter efficacement contre ce nouveau projet de loi. Ce n'est que par une lutte commune que nous pouvons contraindre [le retrait de] cette nouvelle loi esclavagiste.

Femmes, nous ne pouvons plus rester en arrière-plan ou nous préoccuper uniquement des affaires domestiques et sportives. Le moment est venu d'entrer

⁴⁹ C. J. Walker, *Women in Twentieth Century South African Politics: The Federation of South African Women, Its Roots, Growth and Decline* (Mémoire de master, Université du Cap, 1978), p.83–84.



dans le champ politique et de se tenir côte à côte avec les hommes dans la lutte.⁵⁰

Dans le même temps, elle ne s'est pas privée de souligner et de critiquer la manière dont les relations patriarcales étaient imprégnées, non seulement dans la société mais aussi au sein du parti, limitant ainsi la participation des femmes à la vie politique :

Parmi tous nos dirigeants, il est très rare de voir leurs épouses ou leurs amies les accompagner aux réunions. Dans toutes leurs luttes, seules quelques femmes jouent un rôle actif, sauf dans les situations où des luttes pour les permis de logement sont engagées. Dans de tels cas, certaines femmes qui ne peuvent pas se permettre de payer les frais, et parce que cela affecte toute la famille, trouvent qu'il n'y a pas d'autre solution que de s'unir avec les autres et d'assister aux réunions. Cependant, dès qu'elles constatent qu'elles ont soit gagné soit perdu, elles rentrent chez elles et reprennent leurs rôles domestiques.⁵¹

Tout en combattant les influences patriarcales, Josie s'est également interrogée sur la manière d'encourager les femmes à prendre part à des luttes qui semblaient éloignées de leurs réalités immédiates. Dans le cas d'une proposition visant à limiter le droit de vote et la

⁵⁰ Mpama, 'An Appeal to African Women', p.248.

⁵¹ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.245-46.

représentation des hommes africains, elle fit ainsi remarquer que *"très peu de femmes ont pris part à la lutte contre les Lois indigènes (Native Bills) ; probablement parce qu'elles n'ont pas jugé important d'aider leurs hommes à maintenir un droit de vote dont elles étaient elles-mêmes privées."*⁵²

Bien que les femmes africaines aient résisté au contrôle colonial de leur travail, de leurs terres et de leur vie quotidienne tout au long du début du vingtième siècle (et bien avant), leur organisation précoce en Afrique du Sud a néanmoins renforcé les rôles de genre conservateurs, exigeant d'avoir leur mot à dire en tant que mères, ménagères, etc., ou s'est limitée à des rôles de soutien dans la lutte contre le racisme. Dans certains cadres limités, les femmes ont consciemment et tactiquement tiré parti de concepts tels que la maternité, qui étaient tenus en haute estime, pour faire progresser leur émancipation de manière plus générale, en les utilisant intentionnellement pour manœuvrer au sein d'espaces politiques limités et intégrer des femmes qui n'étaient pas politiquement actives (malgré les sous-entendus essentialistes que ces concepts conservaient).

Suite à l'émancipation politique des femmes blanches en 1930 et à l'augmentation de la participation des femmes à l'activité politique qui s'ensuivit, le CPSA créa en 1931 un département des femmes que Josie allait diriger. Dans

⁵² Josie Mpama, 'An Appeal to African Women Join the Struggle against Oppressive Laws', *South African Worker*, 30 January 1937, in Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, op.cit, p.249.



un premier temps, les femmes étaient considérées comme de simples soutiens des hommes dans la lutte. Toutefois, cette situation commença à changer à mesure que le parti mettait davantage l'accent sur la capacité des femmes à travailler aux côtés de leurs homologues masculins, qu'il encourageait des conceptions plus radicales des rôles des hommes et des femmes et qu'il offrait aux femmes une plus grande souplesse pour s'organiser selon leurs propres conditions.

Bien que les femmes soient restées minoritaires parmi les membres et les dirigeants du parti, comme le note l'historien C. J. Walker, « *dans le domaine de l'émancipation des femmes, le CPSA a apporté de nouvelles perspectives au mouvement de libération nationale naissant de l'époque.* »⁵³ L'évolution progressive de l'approche du CPSA à l'égard de la question du genre est née de sa compréhension du fait que la principale contradiction dans la société était celle entre les propriétaires de biens et de capitaux et ceux qui vendaient et dépendaient de leur travail pour survivre. En conséquence, bien que ses paroles aient souvent été plus éloquentes que ses actes, cette analyse, ainsi que son plaidoyer en faveur du non-racialisme, a permis au parti de mieux comprendre les problèmes auxquels étaient confrontées les travailleuses, par rapport à d'autres organisations de l'époque. Par exemple, dans une déclaration publiée en février 1932, le parti proclamait :

⁵³ Walker, *Women in Twentieth Century South African Politics*, p.76.

Femmes indigènes laborieuses, femmes blanches travailleuses, prenez conscience de vos intérêts, réveillez-vous pour lutter pour de meilleures conditions aux côtés de vos maris, de vos pères et de vos frères : ce n'est que par un front uni que vous pourrez vous débarrasser de toute l'exploitation dont vous souffrez sous le capitalisme et dont vous êtes, en tant que femmes, les plus grandes victimes.⁵⁴

Au début des années 1930, le parti prévoyait d'organiser une conférence nationale des femmes travailleuses, dont l'objectif était *"d'unifier et de consolider la lutte sectorielle des femmes... [et] de créer une organisation permanente de lutte pour les femmes travailleuses d'Afrique du Sud."* Bien que cette conférence n'ait pas abouti en raison des bouleversements politiques au sein du parti, entre 1935 et 1937, Josie, ainsi que d'autres membres du parti, à l'image de Ray Alexander, ont continué à appeler à l'organisation et à l'activité militante des femmes.⁵⁵ Comme l'a déclaré Josie en critiquant une organisation conservatrice d'aide sociale aux femmes qui ne parvenait pas à organiser avec succès des campagnes sur des questions touchant les femmes, *« ils doivent laisser la place [à] des femmes qui mèneront et feront le nécessaire pour mener à bien le travail. »*

56

⁵⁴ Ibid, p.90

⁵⁵ Walker, *Women in Twentieth Century South African Politics*, p.90.

⁵⁶ Josie Mpama, 'African Women Must Be Organised We Are Prepared to Move', South African Worker, 26 juin 1937, In Edgar, Josie Mpama/Palmer, 252.



Alors que la campagne contre les lois sur les laissez-passer prenait de l'ampleur à la fin des années 1940, le besoin d'une organisation plus large des femmes se faisait de plus en plus pressant. En 1947, des femmes du CPSA se sont réunies à Johannesburg pour créer une organisation féminine non raciale, l'Union des femmes du Transvaal, élisant Josie comme présidente. Bien que petite et localisée, elle a en quelque sorte servi de prototype pour une organisation féminine nationale plus large qui se formera plus tard.⁵⁷ Peu de temps après, le système juridique répressif s'est intensifié avec l'adoption de la loi de 1950 sur la suppression du communisme ; loi qui a effectivement interdit le CPSA. A cela s'ajoutaient d'autres mesures, dont une nouvelle proposition visant à délivrer des carnets de laissez-passer pour les femmes africaines.

⁵⁷ Kathryn Sturman, *The Federation of South African Women and the Black Sash: Constraining and Contestatory Discourses About Women in Politics, 1954–1958* (these de doctorat, Université du Cap, 1996), p.65–66.



Des policiers vérifient les carnets de laissez-passer que les Noirs devaient porter sur eux sous le régime d'apartheid. Ces carnets de laissez-passer visaient à restreindre et contrôler leur mobilité socio-économique et politique.

Source de la photo : South African History Online, photographe inconnu.

Les femmes en marche

La répression croissante de l'État d'apartheid n'a fait qu'inciter le mouvement des femmes à intensifier ses efforts d'organisation. En 1954, 146 déléguées représentant environ 230 000 femmes de tous horizons politiques se sont réunies à Johannesburg pour la conférence fondatrice de la Fédération des femmes sud-africaines (FEDSAW). Lors de cette conférence, les déléguées se sont engagées à soutenir l'Alliance du Congrès naissante ; une coalition multiraciale qui a été officiellement créée l'année suivante et qui a lancé une campagne nationale contre l'apartheid ayant généré la plus grande participation de masse jamais observée à ce jour. Josie a assisté à la conférence au nom du Syndicat de toutes les femmes du Transvaal (*Transvaal All-Women's Union*) et est devenue la présidente de la branche transvaalienne de la FEDSAW.

Bien que l'historiographie publique propagée par l'ANC après la fin officielle de l'apartheid en 1994 ait dépeint la fédération comme étant dirigée presque exclusivement par des femmes libérales affiliées à l'ANC, il est important de noter que la FEDSAW était en fait l'œuvre de Ray Alexander, membre du CPSA, et qu'elle comptait une participation considérable de travailleuses de gauche ; des syndicalistes comme Francis Baard aux communistes comme Josie. Bien qu'elle ait généralement présenté des revendications et des objectifs libéraux, tels que le droit de vote, son document fondateur, la Charte des Femmes,

comprenait également un certain nombre d'éléments plus radicaux qui ont probablement été ajoutés grâce à la participation et aux efforts des femmes de gauche. Ces éléments comprenaient des dispositions appelant à « l'égalité de rémunération et de possibilités de promotion dans tous les domaines de travail », « l'égalité des droits avec les hommes en ce qui concerne la propriété, le mariage et les enfants », et « l'organisation des femmes dans les syndicats ».⁵⁸ Alors que la charte décrivait les particularités des charges reproductives sociales des femmes et appelait les femmes à s'auto-organiser pour obtenir des droits politiques et des conditions économiques équitables, elle appelait également les femmes à lutter aux côtés des hommes dans « *une lutte commune contre la pauvreté, la discrimination raciale et de classe, et les maux de la ségrégation raciale* ». La Charte des Femmes deviendra finalement la base de certains droits constitutionnels en Afrique du Sud post-apartheid.

Bien que la FEDSAW ait travaillé au sein de l'Alliance du Congrès, elle avait également un mandat indépendant. L'année suivant sa création, la FEDSAW et ses branches ont organisé des femmes autour des questions de genre ainsi que des campagnes plus larges de l'Alliance du Congrès. Josie pouvait y être entendue s'exprimant lors d'événements tels que la commémoration de la Journée internationale des femmes à Johannesburg en mars 1955,

⁵⁸ Federation of South African Women, *Women's Charter*, (Johannesbourg, 17 Avril 1954).



s'adressant aux femmes de divers horizons sur la situation des femmes africaines.

La première grande manifestation nationale de la FEDSAW a eu lieu le 27 octobre 1955, lorsque deux mille femmes de toutes races ont marché contre les lois sur les laissez-passer et le système d'apartheid. Cependant, un mois avant la marche, Josie a reçu des ordres d'interdiction, faisant de sa participation à des réunions politiques publiques et à diverses organisations politiques, y compris la FEDSAW, un délit. À l'âge de cinquante-deux ans, ces mesures répressives ont contraint Josie à se retirer de la participation publique aux manifestations et aux organes dirigeants de la lutte. Dans sa dernière communication officielle avec la FEDSAW, Josie déclara à ses camarades:

« Jamais les esprits des êtres humains n'ont été contrôlés. Jamais les yeux des êtres humains n'ont été fermés... Il est donc naturel que chaque âme vivante voie finalement et suive le chemin de la LIBERTÉ.

Josie ou pas Josie, la lutte continuera et notre jour de victoire viendra. »⁵⁹

⁵⁹ Josie Mpama à la Fédération des femmes sud-africaines, 26 octobre 1955, Fédération des femmes sud-africaines 1954-1963, Historical Papers Research, Archive à l'Université de Witwatersrand, collection no. AD1137, <http://researcharchives.wits.ac.za/uploads/r/historical-papers-research-archive-library-university-of-witwatersrand/6/7/c/67ce8c3ac5dc-7d816f675fdcf489cae89d3e8a9255d3d0247ce782958ad00537/AD1137-Ad1-2-002-jpeg.pdf> ; Edgar, Josie Mpama/Palmer, 210.

Un an plus tard, le 9 août 1956, à l'issue de décennies de travail, 20 000 femmes ont envahi le Union Buildings à Pretoria, le siège officiel du gouvernement colonial, portant avec elles des pétitions signées demandant l'abolition de toutes les lois sur les laissez-passer de l'apartheid. La marche, montrant le succès des efforts pour organiser les femmes de toutes races à grande échelle en relativement peu de temps, a inauguré une nouvelle phase pleine d'espoir. L'Alliance du Congrès décidera plus tard que le 9 août serait célébré comme la Journée des femmes en Afrique du Sud. Aujourd'hui, l'anniversaire de la marche historique multiraciale des femmes vers Pretoria est un jour férié officiel.

Toujours tirer le peuple vers le haut

À partir de la fin des années 1940, Josie est devenue plus active au sein de l'Église anglicane et des groupes religieux féminins, tels que la Société des Femmes de l'Église Mzimbhlophe (*Mzimbhlophe Church Women's Society*) et le Comité de l'Église Ekurhuleni (*Ekurhuleni Church Committee*), qui contribuaient à l'obtention de bourses pour les enfants, de colis alimentaires pour les familles pauvres et d'autres formes d'assistance.⁶⁰ Un certain nombre de facteurs ont conduit Josie à procéder

⁶⁰ Miriam Jeanette Zwane, *The Federation of South African Women and Aspects of Urban Women's Resistance to the Policies of Racial Segregation, 1950-1970* (mémoire de master, Université de Johannesburg, 2012), p.81-82.



à ce changement, notamment le désir de renouer avec sa famille et sa communauté après avoir passé des décennies à prioriser le travail politique, ainsi que le désir d'améliorer sa santé physique et son bien-être spirituel. Autre facteur, sans doute plus important encore : pour de nombreuses femmes qui, comme Josie, avaient été liées à la FEDSAW et avaient été bannies de la vie politique publique, les groupes religieux féminins ont servi de refuge et de forme alternative d'organisation sociale dans un climat politique hostile marqué par la répression des activités anti-apartheid.⁶¹

Josie ne voyait aucune contradiction entre le communisme et le christianisme.⁶² Au contraire, comme le note son biographe Robert Edgar, elle considérait les deux comme des "*expressions de son engagement pour la justice sociale*"⁶³ A l'image des traditions de la théologie de la libération qui ont pris racine dans diverses luttes de libération nationale à travers le monde, l'engagement de Josie dans des communautés religieuses au cours des dernières décennies de sa vie peut être mieux compris comme étant ancré dans une lecture similaire de la théologie comme outil de

⁶¹ Zwane, *Federation of South African Women*, p.81-82; Edgar, Josie Mpama/Palmer, p.215.

⁶² Davidson (dir), *South Africa and the Communist International*, xxvii.

⁶³ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, p.214.

libération et dans la reconnaissance des fonctions sociales que la religion peut remplir.⁶⁴

Bien qu'elle se soit retirée de la vie politique publique, Josie a continué à être la cible de l'État. Elle a été détenue et emprisonnée pendant plusieurs semaines pendant l'état d'urgence déclarée après le massacre de Sharpeville en 1960 (l'assassinat par la police de soixante-neuf personnes au cours d'une manifestation publique contre les lois sur les laissez-passer) et est restée dans le collimateur de la police de l'apartheid dans les années qui ont suivi.⁶⁵ Cela ne l'a pas empêchée, selon ses propres termes, de continuer à "élever mon peuple."⁶⁶ Elle a soutenu ses petits-enfants dans les luttes politiques de la fin des années 1970, en particulier lors des soulèvements étudiants de 1976, et a continué à encourager les femmes à "se lever et à bouger."⁶⁷

Après son décès, en 1979, Josie a été enterrée au cimetière d'Avalon à Soweto, aux côtés de nombreux combattants connus et d'autres, moins connus qui ont mené la lutte.

⁶⁴ Pour plus d'informations sur les relations entre religion et politique, cf dossier n°59 de l'Institut Tricontinental de recherche sociale, dossier n° 59, « Fondamentalisme religieux et impérialisme en Amérique latine. Action et résistance », 19 décembre 2022, <https://thet-ricontinental.org/dossier-59-religious-fundamentalism-and-imperialism-in-latin-america/>. (en anglais)

⁶⁵ Edgar, *Josie Mpama/Palmer*, p.211–213.

⁶⁶ Ibid, p.240

⁶⁷ Ibid, p.240





La Fédération des femmes sud-africaines (FEDSAW) a tenu sa conférence inaugurale le 17 avril 1954 au Trades Hall de Johannesburg, où Josie a présidé la session « La lutte des femmes pour la paix».

Photographie de référence: Eli Weinberg. Source: archives de la recherche historique, Université de Witwatersrand, via les archives Mayibuye de l'Université du Cap Occidental

Josie ou pas Josie, la lutte continue

Des taux élevés de violence au chômage chronique, en passant par les bas salaires et le travail précaire, les Africains, et les femmes africaines en particulier, vivent dans un état de crise profonde qui s'inscrit dans le contexte social plus large de la crise du capitalisme. Dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, le féminisme est généralement compris comme une profession, un mode de travail universitaire et d'ONG, plutôt que comme un projet politique populaire. Les féministes de terrain sont systématiquement ignorées et sous-estimées par le discours de l'élite. Aujourd'hui, il n'existe pas de mouvement féministe national populaire organisé qui fasse progresser l'héritage de Josie.

L'emprise du féminisme élitiste ne peut être remise en question et défaire qu'en développant un féminisme véritablement populaire, un féminisme qui comprend que l'organisation et l'action politique anticapitaliste sont essentielles à la transformation de notre réalité sociale. Comme l'a dit Josie, *"ce n'est que lorsque [les opprimés] sont politiquement avancés qu'ils pourront avancer sur le plan de l'éducation, de la société, de l'économie et du commerce."*⁶⁸ Contrairement à de nombreuses femmes de son époque, pour Josie, le fait d'être membre et dirigeante d'une

⁶⁸ Mpama, 'Educating our Bantu Women', Mochochonono, 22 November 1933, in Edgar, - Josie Mpama/Palmer, p.247-48.



organisation communiste a joué un rôle important dans la réalisation de ce progrès politique.

Tout au long de sa vie, Josie n'a jamais dévié de son engagement à changer la réalité sociale de la majorité. Dans une lettre adressée au ministre de la justice du gouvernement d'apartheid pour protester contre l'interdiction faite à Josie de participer à la vie politique publique, Helen Joseph, militante de l'Alliance du Congrès et secrétaire nationale de la FEDSAW, l'a décrite comme quelqu'un qui « a toujours travaillé pour le bien de l'ensemble du peuple ».⁶⁹

Pour le bien de l'ensemble du peuple : tel est l'héritage de Josie Mpama.



⁶⁹ Helen Joseph à Josie Mpama, 19 novembre 1955, Historical Papers Research Archive at the University of Witwatersrand, collection no. AD1137, <http://researcharchives.wits.ac.za/uploads/r/historical-papers-research-archive-library-university-of-witwatersrand/6/7/c/67ce-8c3ac5dc7d816f675fdcf489cae89d3e8a9255d3d0247ee782958ad00537/AD1137-Ad1-2-002-jpeg.pdf>.



Cette photographie des membres du comité du district de Johannesburg de la CPSA en 1945 est l'une des seules images disponibles dans le domaine public qui montre Josie en train de travailler pour le parti.

Photographie de référence provenant de South African History Online, photographe inconnu.





L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale

*est une institution soutenue par des organisations
militantes et dont l'objectif est de stimuler le débat
intellectuel au service des aspirations populaires.*

www.thetricontinental.org